

Perspectives 2017

Alger au cœur des actions de paix
et de règlement des conflits

Pourquoi avoir quitté l'organisation de l'Unité africaine et vouloir aujourd'hui adhérer de nouveau ? Une réponse paraît évidente. Le Maroc a perdu du terrain politique en désertant l'organisation. L'Algérie, au plan politique, a beaucoup gagné ces dernières années. Dans deux conflits majeurs, la sollicitation de notre pays a été forte et ses efforts ont permis sinon de régler les crises, au moins, et ce n'est pas peu, d'aider à leur apaisement. Il en a été ainsi pour le Mali. La grave crise traversée par ce pays a trouvé, au bout de très longs mois, un dispositif portant règlement du conflit dans une dynamique de paix menée à Alger avec un dialogue inclusif (intégrant tous les protagonistes du terrain) et difficile mais qui a fourni les bases d'une paix, non totalement acquise aujourd'hui, mais qui a évité de nombreuses victimes, le tout en présence de l'ONU et de l'UE.

Les efforts inlassables de paix sont aujourd'hui sollicités par le voisin libyen. La médiation algérienne dans la crise libyenne est actuellement mise en œuvre et explique le chassé-croisé de hauts responsables dans la capitale algérienne. L'arrivée la semaine dernière de Faïz Serraj, président du Conseil présidentiel du gouvernement d'entente nationale de Libye, reconnu par la communauté internationale, avait été suivie de quelques jours par celle de Khalifa Haftar qui dirige les forces armées libyennes de l'est du pays.

Le président du Parlement libyen, Aguila Salah, a lui aussi fait le déplacement d'Alger. Pourquoi Alger ? Parce que le principe sur lequel se base l'Algérie est une approche inclusive des conflits qui tente d'inclure toutes les parties et de rapprocher les points de vue des parties prenantes et de trouver un compromis acceptable pour tous. Naturellement, ces actions n'ont pas laissé indifférent le voisin marocain qui a pourtant tenté d'intervenir sans succès au Mali, comme en Libye.

Un bilan non négligeable mais
beaucoup reste à faire

Sur la voie des règlements des conflits en Afrique comme sur celle de l'approche de sécurité et de lutte contre le terrorisme, l'Algérie a manifestement gagné des points qui lui ont permis de reprendre langue avec le continent et se repositionner d'une façon incontournable. Ainsi, eu égard à l'expérience acquise dans la lutte contre le terrorisme, c'est à l'Algérie qu'est revenue la domiciliation du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme. A cet effet, le 4^e séminaire sur la sécurité en Afrique s'est tenu à Oran et a permis, à son issue, de faire converger les points de vue et obtenir un consensus sur les démarches à suivre quant à la coordination Afrique-ONU pour soutenir les mécanismes de maintien de la paix et de la sécurité dans le continent.

Un bilan loin d'être négligeable inhérent aux efforts consentis par les AE dans les tentatives de paix et de sécurité en Afrique.

Le reste n'a malheureusement pas suivi. Les aspects économiques, notamment au plan des relations bilatérales, ont été quasiment absents des préoccupations de l'Algérie, qui, en période d'embellie financière eu égard aux prix du pétrole, ne s'est ouverte qu'aux pays occidentaux. Il y a bien eu, il est vrai, une opération d'annulation d'une dette de 902 millions de dollars en faveur du Bénin, du Burkina, du Congo, de l'Éthiopie, de la Guinée Bissau, de la Mauritanie, du Mali, du Mozambique, du Niger, de Sao-Tomé-et-Principe, du Sénégal, des Seychelles et de la Tanzanie. Une annulation de dette qui ne s'explique pas en faveur de certains de ces pays et, en outre, cette opération s'est effectuée sans aucune contrepartie, si bien que certains bénéficiaires se trouvent aujourd'hui parmi les plus fervents défenseurs de la position marocaine sur le Sahara occidental.

Ce n'est que cette année, suite à la crise économique que traverse l'Algérie, que l'on a pensé à organiser un forum économique algéro-africain. Son organisation d'abord a lamentablement échoué. Observer le Premier ministre et son gouvernement quitter la salle d'une manière intempestive et pour des raisons protocolaires, est pour le moins inconvenant pour les centaines de responsables africains venus nous écouter vendre les opportunités économiques que nous offrons. Mieux encore, que pouvons-nous sérieusement, aujourd'hui, offrir comme partenariat à ces pays alors que les besoins internes en termes de production sont loin d'être satisfaits ? Au-delà, et au moment où Alger abritait les participants africains à cette rencontre, notre défenseur officiel des droits de l'Homme s'est fendu d'une déclaration sur les Africains aux relents de racisme sans pareil. Il reste donc beaucoup à faire pour rattraper notre retard au plan économique et regagner la confiance des pays africains à tous les plans.

Khedidja Baba-Ahmed

**L'ÉTAT DES FINANCES PUBLIQUES EST
ANNONCIATEUR DE FUTURS MALHEURS****Le rééquilibrage du marché pétrolier
n'amortira pas les effets de la crise**

En 2016, le gouvernement a continué à faire du surplace en espérant un rééquilibrage du marché pétrolier. Or, aucune stratégie n'a été amorcée pour améliorer les revenus des secteurs hors hydrocarbures. Et les répercussions de la crise sur le front social risquent d'être beaucoup plus dramatiques en 2017.

La nouvelle a de quoi inquiéter en cette fin d'année 2016 : l'Algérie est dernière au dernier classement Forbes en matière d'attractivité pour les investissements directs étrangers (IDE). En cette fin d'année où les finances publiques sont au rouge à cause de l'insuffisance des recettes des exportations des hydrocarbures qui a engendré des déficits béants, aussi bien de la balance commerciale que du budget, l'Algérie aura du mal à amortir les effets de la crise comme claronne le gouvernement à la faveur de son hypothétique plan triennal 2017-2019.

En effet, à défaut d'un outil national de production performant en mesure de prendre une place dans la chaîne internationale de valeur et générer de nouveaux revenus à l'export pour compenser le manque à gagner dû à la dégringolade des prix des hydrocarbures, l'économie du pays qui doit sa croissance à la redistribution des revenus pétroliers et gaziers devrait plutôt se contracter. Et les artifices comptables utilisés par le gouvernement pour assainir les finances

publiques –la dévaluation du dinar reste le principal levier– n'adouciront pas la vie des Algériens qui voient le pouvoir d'achat de leurs dinars fondre comme neige au soleil depuis 2014 (-40%). Pire, des augmentations fiscales décrétées par la loi de finances pour 2017 vont écraser une grande proportion des ménages et accentuer la douleur des plus démunis.

Certes, les prévisions des cours du pétrole plaident pour un baril oscillant entre 50 et 60 dollars, que la valeur du dollar s'est appréciée face aux principales devises dont les importations algériennes sont libellées – l'euro et le yuan notamment –, que les transferts sociaux ont été maintenus presque à leur niveau (16 milliards de dollars en 2017). Mais cela ne suffirait même pas à maquiller une situation qui pâtit surtout du coût des risques liés aux investissements, aussi bien nationaux qu'étrangers. Parce qu'au-delà de la mauvaise image de l'Algérie à l'étranger et sa faible attractivité pour les IDE que vient de rappeler Forbes, les investissements nationaux sont sou-

mis à une lourde machine administrative. Une bureaucratie prédatrice qui dissuade les plus téméraires et alourdit le coût des investissements.

En tout cas, la position qu'a occupée l'Algérie dans le classement Forbes signifie que les mesures prises par les autorités publiques pour améliorer le climat des affaires (code de l'investissement) et présentées d'ailleurs comme une révolution en la matière sont loin de convaincre les capitaux étrangers. Et pour cause, le pays ne garantit pas suffisamment le droit de propriété. C'est l'un des treize critères sur lesquels se base le classement mais, il est suffisant pour peser dans les calculs du risque et alourdir le coût des investissements qui devront souscrire à des polices d'assurance plus chères. Et donner à réfléchir aux prêteurs étrangers que solliciteraient éventuellement les investisseurs nationaux. Les restrictions sur les importations feront le reste.

Dans ce contexte, il faut souligner que le soutien à la consommation décrété par la loi de finances pour 2017 qui a hissé le prix de référence fiscal du baril de pétrole de 37 à 50 dollars pour la période 2017-2019, ne pourrait qu'accroître les déficits. La mesure prise dans le cadre du soi-disant «nouveau modèle économique» prévoit de réduire

l'épargne publique et accroître la part de la consommation dans le PIB en maintenant le niveau des transferts sociaux à travers le soutien des prix des produits de base et la subvention des services publics. Ce qui est anachronique dans un pays qui ne dispose pas d'un outil performant de production et dont l'administration fait tout pour faire fuir les investisseurs. C'est comme un serpent qui se mord la queue. La fiscalité ordinaire étant composée essentiellement des droits de douanes, de la TVA et de l'IRG que paient les salariés, moins d'importations signifie moins de consommation et donc moins d'impôts à recouvrer. Sinon, les dinars dévalués de l'IRG. Il s'agit d'une redistribution de la rente pétrolière qui équivaut à un jeu d'écriture comptable sur les registres du Trésor public. Autre indicateur qui illustre le désastre : à peine 65 000 entreprises paient l'impôt sur le bénéfice (IBS), un impôt qui représente moins de 10% de la fiscalité ordinaire. C'est l'impôt qui mesure la taille de l'économie créatrice de richesse. Le gouvernement ne fait rien justement pour favoriser l'émergence de telles entreprises. Et, l'Etat aura extrêmement de difficultés à financer ses dépenses qui vont crescendo.

L. H.

**LA FIN 2016 A CONSACRÉ L'INTÉGRATION
DE L'E-PAIEMENT POUR LES SERVICES****2017 sera-t-elle l'année de l'e-commerce ?**

L'Algérie est l'un des rares pays à n'avoir toujours pas adopté le commerce électronique qui est le garant de l'essor économique. Si l'e-paiement a été récemment intégré, il ne concerne aujourd'hui que quelques services, à peine une dizaine.

Naouel Boukir – Alger (Le Soir) – C'est début octobre dernier que l'e-paiement a commencé à se frayer un modeste chemin dans un circuit bancaire très fermé. Il concerne onze banques, dont 6 publiques et 5 autres privées, et seulement 9 sites web marchands de services. A savoir, les grands facturiers publics comme Algérie Télécom et Seaal, les compagnies aériennes Air Algérie et Tassili Airlines, les trois opérateurs de la téléphonie mobile (Ooredoo, Djezzy et Mobilis) ainsi que les assureurs Cnas et Salama Assurance. Les autorités «ont promis» que dans sa seconde phase, l'e-paiement s'étendra aux sites d'autres facturiers et offreurs de services comme Sonelgaz, AADL et les établissements hôteliers... Ce qui a semblé être une révolution pour les pouvoirs publics, espérant par là une augmentation de la bancarisation, ne l'est pas réellement puisque le retard acquis en la matière est simplement énorme. Ne parlons pas

des innombrables pertes économiques et pour l'économie nationale et pour les opérateurs économiques.

Deux mois après «cette consécration», c'est au tour de la poste de se mettre à l'e-paiement avec l'introduction de sa nouvelle carte CCP «Edahabia» et l'installation d'une plateforme électronique sous forme d'un bureau de poste virtuel. Il est vrai que cela va considérablement réduire les chaînes d'attente, les opérations bureaucratiques et les pénuries de monnaie. Mais encore faut-il qu'Algérie Poste organise des campagnes de communication afin de sensibiliser ses clients, utilisateurs et commerçants, aux avantages de ce «nouveau procédé» qui n'est pas familier pour la plupart.

E-paiement oui mais qu'en est-il de ses limites dans le contexte algérien ? Evidemment, ses frontières d'utilisation sont plus nombreuses que ses possibilités à l'heure actuelle. En effet, que ce soit du côté bancaire ou postal, il ne permet l'achat que de quelques services relativement standards auprès de neuf sites web uniquement. L'entrave principale à la généralisation de ce procédé est certainement l'absence d'encadrement du commerce électronique. Dès lors, l'e-paiement devient un canard boiteux sans son complément l'e-commerce.

En effet, la barrière juridique, issue d'une autre de nature politique, est ce qui explique l'inexistence de l'e-commerce. La nature a horreur du vide et c'est le commerce sur les réseaux sociaux appelé le social commerce avec paiement à la livraison qui fait office de remplaçant pour l'e-commerce. Un moyen d'échange peu rassurant étant donné son niveau de sécurisation. Lors de leurs dernières interventions, à l'occasion du lancement de l'e-paiement pour Algérie Poste, la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Houada-Imane Feraoun, ainsi que le ministre délégué chargé de l'Economie numérique et de la Modernisation des systèmes financiers, Moutassam Boudiaf, ont tous deux regretté que la loi légiférant le commerce électronique ne soit toujours pas validée par le législatif, une condition sine qua non pour l'essor de leurs secteurs respectifs. 2017 sera-t-elle l'année de l'e-commerce ? On ne le saura probablement que le moment venu considérant le silence et le mutisme entretenus autour de la question envisagée comme une atteinte à «la sécurité nationale» par certaines parties décisionnaires. Un prétexte qui en cache évidemment un jeu de lobbys et d'autres intérêts plus personnels.

N. B.